

AVIS DE MARCHÉ

N° 2025-PA-01-SEAC

I. Pouvoir adjudicateur

I.1 Nom et adresse

Service d'État de l'Aviation Civile des Îles Wallis et Futuna
BP 01 – Hihifo 98600 UVEA
Tél : 00.681.72.12.00

I.2 Obtention du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement en accès direct à l'adresse suivante :
<http://www.marches-publics.gouv.fr>

I.3 Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Le point de contact susmentionné

II. Objet de la consultation

II.1 Étendue du marché

Le présent marché concerne la réhabilitation du logement du Directeur du service d'État de l'aviation civile des Îles Wallis et Futuna.

II.2 Type de marché

Marché public de travaux

II.3 Codes CPV

45454100-5 : Travaux de réfection

II.4 Lieux d'exécution

Site AFALA, village de LIKU, île de Wallis. Logement du Directeur du Service d'État de l'Aviation Civile.

II.5 Informations

Sans objet.

II.6 Critères d'attribution

- Prix : 60 points
- Valeur technique : 40 points

II.7 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

II.8 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées par le programme 0723, SNIA du SEAC-WF.

II.9 Visite du site

La visite est obligatoire, merci de contacter : **Jean-Charles DESSI, chef de la subvention Infrastructure**
tél : **00681 72.12.05**
mail : jean-charles.dessi@aviation-civile.gouv.fr

À l'issue de cette visite, les candidats reçoivent une attestation de visite à joindre dans leur dossier de réponse à la consultation.

III. PROCÉDURE

III.1 Type de procédure

Le présent marché est passé en procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-4 du code des marchés publics et suit les dispositions applicables dans les îles Wallis et Futuna.

III.2 Date limite de dépôt des offres : LUNDI 16 JUIN 2025 à 11h30 (heure de Wallis)

- Par transmission sous forme dématérialisée :

La transmission électronique des plis se fera **uniquement** sur le profil acheteur de l'Administration Supérieure sur la plateforme (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur. La transmission des plis sur un support physique électronique tels que CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, Courriel ou tout autre support matériel n'est pas autorisée.

Les pièces de la candidature et celles de l'offre, doivent être transmises en seule fois, lors d'un seul et même envoi. Elles feront l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique transmis par la plateforme de dématérialisation.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Aussi, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt par un même signataire (même identifiant) se substituera au premier : il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif.

Les candidats peuvent adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de l'économie sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « *copie de sauvegarde* ».

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Les plis dont le téléchargement serait effectué après la date et l'heure limites précitées, ne seront pas retenus et feront l'objet d'un archivage.

La signature électronique des documents et du contrat, par le soumissionnaire, n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

III.3 Délais de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

III. Renseignements complémentaires

III.1 Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie
BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX
Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

IV. Date d'envoi du présent avis : 21 mai 2025.